le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du " Manifeste communiste " à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9me ANNEE — N° 103

26 avril - 16 mai 1971

LE NUMERO : 0,50 F - 5 F. B.

Pakistan :

L'unité nationale de la contre-révolution

Les horreurs sans nombre dont le Pakistan oriental est actuellement le théâtre constituent une nouvelle illustration des résultats monstrueux de « l'indépendance » des peuples ex-colonisés lorsqu'elle se réalise sous le signe de la contre-révolution mondiale et de la défaite du prolétariat international. Dans la perspective authentiquement marxiste, cette indépendance n'est qu'une forme de la révolution bourgeoise, qui tente d'ériger de solides et vastes unités nationales, et non de la révolution prolétarienne qui doit abolir frontières et nations. Dans la mesure où cette étape développe les conditions de la lutte des classes modernes, elle est nécessaire et progressive. Dans la mesure où elle s'avère incapable du développement capitaliste auquel l'apparition du prolétariat est liée, elle démontre avoir échoué dans la seule mission historique qui la justifiait. Tel est le cas de « l'indépendance » que l'impérialisme britannique, il y a vingt-quatre ans, concéda à l'Inde et au Pakistan, dans lesquels l'économie piétine ou se développe de façon très inégale et la misère augmente en provoquant les haines religieuses les plus réactionnaires, les violences raciales les plus aveugles et non pas le conflit de classe entre travail salarié et capital.

Cette impossibilité d'un développement économique dans le cadre hérité du colonialisme trouve son expression la plus visible dans « l'Etat » pakistanais. Comme dans la plupart des pays ex-colonisés, devenus souverains dans une phase historique excluant la solution révolutionnaire du prolétariat mondial, les tentatives d'accumulation de capital y passent par des formes qui constituent des régressions même par rapport au cadre national.

Dans la péninsule indienne, tout comme en Afrique, éclatent des sécessions qui n'expriment rien d'autre que la nécessité et l'impossibilité d'adapter l'unité politique aux centres réels d'accumulation de capital le plus souvent réduits à de simples îlots développés. Si la région du Bengale, par exemple, pouvait se soustraire à l'exploitation qu'elle subit de la part du Pakistan occidental, elle verrait ses chances de réaliser cette accumulation s'accroître de manière appréciable. Mais l'Inde, qui affecte démagogiquement de soutenir les populations Bengali du Pakistan oriental contre la répression terrible des armées d'Islambad, ne pourrait accepter un Bengale indépendant regroupant, aux côtés de ces populations, les Bengali actuellement sous contrôle indien.

Les exigences économiques les plus élémentaires dans la péninsule indienne se heurtent donc aux frontières créées par la partition de 1947, aux intérêts contradictoires qu'elles enferment et qu'accentuent la concurrence entre l'U. R. S. S. et les Etats-Unis pour les investissements dans cette partie du monde et l'intervention du troisième larron, la Chine, en favorisant les éclatement de violences qui seraient impensables dans une zone contrôlée par un seul de ces trois Etats. Il est bien certain par ailleurs que, face à toute possibilité d'un centre autonome d'accumulation capitaliste en Asie, on retrouverait ces trois compères fraternellement unis, comme le prouvent la politique américaine au Vietnam, celle de la Chine en Indonésie et en Birmanie. Le drame du Pakistan montre donc que « l'indépendance nationale » tant vantée par le progressisme à la mode n'est ni une solution économique, ni une solution sociale.

*
* *

Tout juste deux ans après une crise politico-sociale qui a fait trébucher en quelques semaines le régime bourgeois de démocratie musclée instauré en 1958 sous la direction du maréchal Ayub Khan, le Pakistan se trouve à nouveau en proie à une guerre civile impitoyable. Le successeur et ami du maréchal, le général Yayia Khan, avait promis en mars 1969 une libéralisation du régime, et notamment l'organisation d'élections démocratiques. Après des mois d'atermoiements, ces consultations accouchent au Pakistan oriental d'une majorité absolue aux tenants d'une autonomie étendue que le Sheip Mujib Rahman s'efforcera de faire réaliser en douceur. Au Pakistan occidental, la faveur populaire se porte sur un programme de réformes petites-bourgeoises dont le modèle est emprunté à la grande voisine, la Chine populaire. Son chef, Bhutto, s'était signalé depuis plusieurs années en se posant comme champion du rapprochement du Pakistan avec le gouvernement de Mao.

Au-delà des suggestions, tant de la grande presse bourgeoise internationale que des groupes soi-disant révolutionnaires, il nous faut rechercher par une analyse sérieuse des faits les lignes dominantes et les perspectives correctes que l'ébranlement du monde impérialiste ouvre au mouvement communiste international. Dans ce but nous nous contenterons ici d'examiner quelques aspects de la situation actuelle du Pakistan.

Le premier concerne l'évolution que ce pays a parcourue depuis son indépendance et les contradictions insurmontables qui se sont créées sur le plan économique et social du fait du fonctionnement même du système capitaliste.

A l'issue de la seconde guerre impérialiste mondiale, nous avons immédiatement affirmé que l'éclatement des révolutions nationales dans les pays coloniaux et la création de l'Etat bourgeois devaient être salués dans la mesure où ils permettraient rapidement l'affrontement entre les deux classes irrémédiablement antagoniques, le prolétariat et la bourgeoisie, au fur et à mesure que disparaîtraient les illusions sur le développement harmonieux des « nations » nouvelles. Mais en même temps, la main-mise sur la classe ouvrière, et ce, à l'échelle internationale, des forces contre-révolutionnaires, expression de la dégénérescence de la Russie soviétique, interdirait tout assaut anti-capitaliste conséquent tant qu'une offensive prolétarienne coordonnée par un parti révolutionnaire ne serait pas déclenchée à l'échelle mondiale.

Or, le Pakistan aujourd'hui est la meilleure démonstration de cette thèse. Fondé en 1947 sur une base religieuse exclu-

(*Suite page* 4)

EN MARGE DU XXIVe CONGRES DU P.C. RUSSE

Sur une nouvelle définition du communisme

« Le nouveau système des stimulants économiques, fondé sur une gestion équilibrée, suppose l'augmentation du rôle du profit dans l'économie nationale » a déclaré Kossyguine à la tribune du XXIVe Congrès. Et il a ajouté, avec un sans façon d'ironie vraiment russe, « Le socialisme, c'est le triomphe du travail libre et fécond ».

Que le travail soit « libre » en Russie, nul n'en doute. Il suffit de lire les journaux officiels qui retentissent de plaintes sur l'extrême mobilité de la main d'œuvre : « libre » comme l'air, elle circule d'entreprise en entreprise, pour tenter de vendre au meilleur prix sa force de travail. Toute la cinglante ironie de Marx envers les éternels principes de la bourgeoisie, au premier rang desquels la « liberté » pour le salarié de se faire tanner par le Capital, n'a pas pu contraindre Kossyguine à tenir sa langue. Il lui fallait bien ranimer l'idéal défaillant de la société russe ; il lui fallait bien faire une largesse aux travailleurs : il leur a donc offert... une nouvelle définition du socialisme.

C'est sans doute tout ce que peut offrir comme largesse le parti gouvernemental. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le dernier numéro d' " Etudes Soviétiques " (mois d'avril). Nous comprenons alors ce que Monsieur Kossyguine entend par travail « fécond ». La revue écrit : « Bref, la devise de la production devient, à la lumière de la réforme : davantage, mieux, meilleur marché » (p. 28). Et, pour ne pas rester dans le vague des discours, elle entreprend de nous donner, chiffres à l'appui, une idée précise du degré de fécondité du travail. Nous citons encore : « La réforme a donné de bons résultats. » (Il s'agit de l'entreprise métallurgique "XXIIe Congrès du P.C.U.S." de Leningrad.) « Voici quelques indices fondamentaux pour les trois premières années de travail dans le nouveau système (1967 - 1969). Par rapport au niveau initial, la production a augmenté de 32 %, la rentabilité est passée de 7,1 % à 12,93 %. Les bénéfices accusent une hausse de 70 % et les salaires (y compris les primes) de 25 % » (p. 29).

Monsieur Kossyguine n'a donc pas menti. En Russie, le travail est « libre et fécond ». Il s'est contenté de donner un petit coup de pousse à la vérité historique - oh, tout petit. Il n'avait qu'à changer un petit mot à sa phrase pour qu'elle sonne parfaitement juste. Il lui suffisait de dire : « Le Capitalisme, c'est le triomphe du travail libre et fécond. »

Quant au communisme, c'est la destruction du Capital. Les prolétaires le feront bien sentir à Kossyguine et aux accumulateurs du Capital de toutes les Russies. Ils ne se laisseront pas égarer par les discours « socialistes ». Sous le fatras des phrases, ils sauront chercher l'ennemi qui se dissimule : le prétendu parti communiste, agent du capitalisme national. Et c'est lui qu'ils frapperont, comme en Pologne. Directement. A la tête.

Une lutte ignorée dans le bagne colonial de l'impérialisme français

Ecrasés par plus de trois siècles d'oppression coloniale, meurtris par le fer de l'esclavage, puis pliés à la discipline de misère et de faim du Capital, ouvriers agricoles, ouvriers du bâtiment et petits planteurs guadeloupéens, animés d'une magnifique combativité, ont poursuivi leur grève depuis dix semaines, sans céder aux menaces et aux tentatives de corruption de l'Etat et de sa police. Cette grève menée avec détermination est un défi à l'Etat impérialiste français, un défi semblable à celui que les ouvriers de la métropole lancèrent en mai 1968.

Tout mène à un affrontement toujours plus violent entre l'oppresseur colonial français et ses colonies. La réponse de l'Etat est toujours la même : à la dictature économique et politique correspond la dictature de la mitraille et la sauvagerie :

— 1962, les C.RS. ouvrent le feu sur les coupeurs de canne en grève aux Abymes.

— 1967, massacres de Basse Terre et de Pointe-à-Pitre.

— 1971, un mort et plusieurs blessés.

Malgré tout son verbiage humanitaire, l'Etat colonial français, se trouvant confronté à la réalité des faits, est contraint de dévoiler sa barbarie. De son côté, le P.C.F. continue de jouer son rôle de soutien du Capital : hier il prônait la départementalisation, aujourd'hui il se contente de faire silence sur la sordide réalité : 25 % d'analphabètes ; pas d'industries de transformation ; une population rurale comptant 61,9 % du total ; chômage : "Etude et conjoncture" définit une population active comme comprenant un individu sur deux, sachant qu'est défini comme actif un ouvrier agricole qui travaille 30 jours par an sur une exploitation et un ouvrier non agricole qui travaille un jour par semaine ; espérance de vie plus courte ; mortalité infantile double de celle qui sévit en métropole ; sous-alimentation croissante ; les grandes endémies pressantes : lèpre, tuberculose, etc.

Ainsi, depuis plus de dix semaines maintenant, les ouvriers agricoles guadeloupéens poursuivent une grève de la coupe de la canne à sucre. Quasi totale au début (18 janvier 1971), la grève concernait encore 88 % des ouvriers à la mi-mars, auquels se sont joints les ouvriers du bâtiment, fer de lance de la lutte, sur des objectifs radicaux, réclamant une augmentation de 48 % des salaires. La force de cette grève qui contraste avec les mouvements antérieurs, a déclenché une solidarité effective qui a su s'imposer et résister aux pressions de l'Etat, annonçant pour demain des luttes encore plus grandes et plus claires.

Les forces liées à l'impérialisme français, l'opportunisme traditionnel du P.C.G., de la direction de la C.G.T. et de la C.F.D.T., s'y sont montrées dès le début conciliatrices et ont agi ouvertement contre les intérêts les plus immédiats des travailleurs, entérinant, avant la grève qui s'est déclenchée contre leur volonté, les solutions du colonialisme français, s'arrêtant à une augmentation de 2,7 %, faisant passer le salaire journalier de 23,37 F à 24 F. Tout comme en France et ailleurs, leur souci principal est de ramener l'explosion, la violence et la force des travailleurs dans l'urne sans fond des élections.

L'U.T.A., l'Union des Travailleurs Agricoles, syndicat d'obédience maoïste constitué le 12 décembre 1970, devant le refus du patronat de l'entendre, a donc déclenché la grève.

Il faut savoir que la canne à sucre est le secteur essentiel de l'économie de la Guadeloupe (70 % des exportations, 26 % étant représentés par la banane). Son exploitation est le fait de pe-

(*Suite page* 3)

PERMANENCES DU PARTI

- **A PARIS : Tous les jeudis, de 19 heures à 22 heures ; les samedis 1er et 15 mai, de 15 heures à 19 heures ; les dimanches 9 et 23 mai, de 10 heures à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins.**
- **A MARSEILLE : Les samedis 1er et 15 mai, de 15 heures à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4me étage).**

Le IXme plan quinquennal du capitalisme russe

Dans la première partie de cet article (voir " le prolétaire ", n° 102), nous avons mis en évidence le mensonge de la propagande russe affirmant que le IXe plan quinquennal donnera une impulsion appréciable à la production des biens de consommation courante. En réalité, comme le prouvent les chiffres fournis par les Russes eux-mêmes, l'économie soviétique se contente d'obéir aux lois de la production capitaliste — et les hommes d'Etat russes, tout comme leurs collègues d'Occident, usent de toutes les ressources de la démagogie pour tenter de faire croire que c'est « pour le bien du peuple ».

L'accumulation forcenée sans rapport avec les besoins de la population qui trahit, comme nous l'avons montré, la nature capitaliste de l'économie russe, ne peut s'effectuer que grâce à l'exploitation intensive des producteurs directs. La simple comparaison des objectifs du 9me Plan en matière de salaires et de productivité suffit à montrer que l'économie russe n'est qu'une machine à pressurer le prolétariat : accroissement prévu du salaire moyen : + 20-22 % ; accroissement prévu de la productivité du travail : + 36-40 %. Un accroissement de productivité près de deux fois supérieur à l'augmentation des salaires : Quel Ceyrac, quel Agnelli n'applaudirait à un si beau programme ? Quel aveu plus flagrant de la nature capitaliste de la Russie peut-on demander à nos staliniens nationaux qui se lamentent que les hausses de salaires soient toujours inférieures à l'augmentation de la productivité ? C'est bien ce qui se passe en U.R.S.S.

Le capitalisme a toujours dit aux ouvriers : « Produisez le maximum, et vous serez récompensés de vos efforts par une petite partie de ce que vous aurez produit en plus ». Le langage que tiennent les Brejnev-Kossyguine aux ouvriers russes est exactement le même : c'est celui des exploiteurs qui cherchent à convaincre le prolétariat que c'est dans son propre intérêt qu'il est exploité.

Il nous faut ici de nouveau régler leur compte aux fausses théories répandues par la propagande stalinienne. Faire croire qu'en Russie « ce n'est pas la même chose » sous prétexte que le surproduit, c'est-à-dire l'immense masse des marchandises qui ne servent pas à la consommation ouvrière ou à la reconstitution des instruments de production usés et des matières premières consommées, irait «au peuple entier» et non dans la poche des capitalistes, n'est qu'une mystification de plus. Comme nous l'avons montré chiffres en mains, le surproduit ne sert pas du tout à améliorer les conditions d'existence du prolétariat russe : il sert essentiellement à *renforcer la puissance économique et militaire* de l'Etat national russe, ce qui a toujours été le programme de toutes les bourgeoisies de la planète, et ce dont le prolétariat se fiche bien car il n'a aucun groupement d'intérêts économiques à défendre sur le marché mondial, et donc aucune patrie à promouvoir.

Quelques chiffres supplémentaires suffiront à démontrer que ce qui peut rester une fois satisfaits les besoins de « l'économie nationale » et de l'Etat, ne sert qu'à procurer de meilleures conditions de vie aux serviteurs privilégiés de l'Etat russe et à sa base sociale paysanne, et ne profite *en rien* à la classe ouvrière. Augmentation prévue du revenu des kolkhosiens : + 30-35 %, soit environ 50 % *de plus que les salaires ouvriers*. Augmentation prévue de la production agricole — alors que de notoriété publique l'approvisionnement des villes russes, donc des ouvriers, est très irrégulier et médiocre : + 20-22 % en 5 ans. (Encore faut-il émettre de sérieux doutes sur la probabilité d'accomplissement des objectifs dans l'agriculture ; les objectifs du 8me Plan en matière de tracteurs et d'engrais sont loin d'avoir été réalisés : respectivement 44 % et 31 % de retard sur la croissance prévue de 1966 à 1970. Le 9me Plan, loin de chercher à combler le retard, fixe pour ces deux articles essentiels au développement de la production agricole des objectifs de croissance *inférieurs* à la croissance *réalisée* entre 1966 et 1970 !) Augmentation prévue de la production de chaussures — article notoirement insuffisant en quantité comme en qualité, qu'on ne peut souvent se procurer qu'au prix d'une longue queue devant un magasin : + 20 %. Mais qu'on se rassure: pour les voitures individuelles, dont le prix moyen (4.200 roubles pour une " Moskvitch ") correspond à trois années de salaire d'un ouvrier *qualifié* (122 roubles par mois), la production doit augmenter de 265 %.

Qu'importe si les ouvriers de la soi-disant « patrie du socialisme » manquent de chaussures décentes et de denrées alimentaires, du moment que les chefs d'entreprise, les hauts fonctionnaires et les plumitifs à succès peuvent s'y pavaner en Fiat 125 !

Sur un seul point cependant nous donnerons raison aux contorsionnistes staliniens lorsqu'ils tentent d'expliquer avec leur jésuitisme inimitable qu'en Russie, malgré l'éclatante conformité avec ce qui se passe dans n'importe quel pays occidental, « ça n'est pas pareil ». Le capital russe, dont les Brejnev-Kossyguine dont les dignes représentants, a sur les capitalismes occidentaux un double avantage : celui de disposer de syndicats qui sont de simples organes d'Etat destinés à faire travailler la classe ouvrière, et d'un parti « communiste » qui depuis le premier plan quinquennal n'a eu d'autre tâche que de faire « retrousser les manches », de surveiller le travail et de réprimer l'indiscipline. Le P.C.F. et les bonzes qui dirigent la C.G.T. n'en sont pas tout-à-fait encore là : malgré toute l'énergie qu'ils ont dépensée pour atteler la classe ouvrière à la reconstruction du capitalisme français en 1944, la bourgeoisie les a remerciés deux et demi plus tard, et les a rétrogradés de leur emploi de gérants salariés du capital à celui de laquais chargés d'anesthésier la classe ouvrière avec leur propagande nationaliste, démocratique et petite-bourgeoise.

Les ouvriers russes sont donc privés pour le moment encore d'organisations élémentaires de défense de classe ; inorganisés, surveillés et réprimés par les « syndicats » et le parti, on ne doit pas s'étonner qu'ils se défendent contre l'exploitation comme ils peuvent : individuellement. Les journaux russes publient continuellement des lettres et articles de directeurs d'entreprises et d'économistes qui dénoncent l'absentéisme des ouvriers russes, leur relâchement au travail, leur faible productivité. Ainsi, dans un article de la " Pravda " de janvier 1971 un économiste indiquait-il que le personnel des entreprises soviétiques était totalement renouvelé tous les 3-4 ans, ce qui entraînait une perte annuelle de plusieurs milliards de roubles pour l'économie russe; dans la soi-disant « patrie du socialisme » en marche vers le « communisme supérieur », les ouvriers en sont donc réduits à changer continuellement d'entreprise pour essayer de trouver de meilleures conditions de vie et de travail ! Dans la même " Pravda ", un directeur d'usine, «héros du travail socialiste», proposait récemment que pour inciter les ouvriers à travailler davantage des ministres viennent en personne remettre des emblèmes aux entreprises méritantes. « De telles mesures, concluait-il, aideraient certainement au développement futur de la compétition socialiste » (" Pravda ", 16 février 1971).

Les dirigeants russes ont cependant bien compris que tout ce folklore productiviste laissait les ouvriers complètement indifférents, et que pour développer la « compétition socialiste », autrement dit la concurrence entre les ouvriers, il était plus habile de leur faire miroiter l'avantage d'un droit sur une petite partie du profit que leur travail a permis à l'entreprise de réaliser. Ce système dit des « stimulants matériels », introduit avec la réforme de la gestion des entreprises, a permis, selon les déclarations de Kossyguine au XXIVe Congrès, d'améliorer la productivité du travail, de réduire la saturation de force de travail, et de renforcer la discipline du travail.

Productivité-discipline : quel beau programme socialiste ! Et dire que tous les garde-chiourme depuis l'Antiquité ont été « socialistes » sans le savoir ! « Réduire la saturation de force de travail », même un Marchais doit pouvoir comprendre sans trop d'efforts que cela signifie *licencier* des ouvriers : ces licenciements ont eu lieu avec les encouragements de l'administration dans une centaine d'entreprises en 1970 (en particulier 900 licenciements au combinat chimique de Chtchekino) et l' « expérience » doit être généralisée. Et les licenciés ? S'ils ont une qualification qui permet de les reclasser, tant mieux pour eux. Sinon qu'ils cherchent, ou qu'ils suivent quand c'est possible des cours de formation professionnelle en touchant, dans le meilleur des cas, la moitié de leur salaire !

Mais ce n'est pas tout : si la carotte des stimulants matériels ne suffit pas à convaincre les ouvriers de s'abrutir un peu plus, le parti est là pour donner du bâton : son rôle de surveillance et de contrôle de la production va être renforcé de manière à réaliser ce que " Kommounist ", organe des militants du parti, appelle les tâches majeures : « élévation de l'efficacité de la production sociale, augmentation de la productivité du travail ».

A ce programme économique si explicitement bourgeois, il ne manquait plus qu'une note monétaire ; elle est donnée par le « projet de directives » qui se fixe comme objectif d' « assurer la stabilité des prix de détail d'Etat pour les produits de large consommation ». Assurer la stabilité des prix ? Les prix ne dépendent donc pas de la volonté toute-puissante des planificateurs ? L'Etat russe ne serait donc que le jouet de la loi de la valeur qu'il prétend avoir maîtrisée et mise au service du socialisme ? La vérité est qu'en effet de fortes tendances à l'inflation se manifestent en URSS car les entreprises tournent le contrôle des prix en créant sans cesse de faux objets «nouveaux» qu'elles peuvent vendre plus cher sans encourir les foudres de l'administration.

Les prix montent donc comme dans le plus vulgaire des pays capitalistes, et l'Etat, qui ne les maîtrise donc pas, contrairement aux légendes de la planification russe, doit essayer de prendre des mesures pour éviter que cette inflation ne mette en danger l'économie nationale. En attendant que les idéologues de service aient construit une belle théorie pour expliquer comment « l'inflation socialiste », que ce pauvre Marx n'était évidemment pas en mesure de prévoir, n'a rien de commun avec « l'inflation capitaliste », puisqu'elle profite au peuple tout entier et non aux seuls monopoles, nous nous contenterons d'y voir, en marxistes obstinés et démodés, une confirmation supplémentaire de toute la leçon du " Capital " : sur la base de l'échange de marchandises qui donne naissance à la loi de la valeur se développe inéluctablement le mode de production capitaliste fondé sur l'exploitation du travail salarié ; la formation des prix résulte de la concurrence des capitaux à la recherche du taux de profit moyen, et leurs oscillations ne sont que le reflet de cette lutte entre capitaux cherchant à s'approprier une part de la plus-value sociale.

La société socialiste ne connaîtra pas l'inflation car elle ne connaîtra pas la catégorie des *prix*, qui n'est que l'aboutissement le plus concret des rapports capitalistes : échange, valeur, monnaie, capital, concurrence.

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (Xe) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

LETTRE D'ALLEMAGNE

La femme dans le paradis capitaliste

L'Allemagne occidentale passe aujourd'hui pour le pays de la réussite économique et du bien-être généralisé. Avec un développement économique formidable, qui a dépassé les rythmes d'accroissement de l'U.R.S.S. et qui n'a son équivalent qu'au Japon, la République fédérale a gagné, sur le plan économique, l'après-guerre du conflit dans lequel les armées nazies avaient été vaincues sur le plan militaire.

Dans une société divisée en classe, l'accumulation du capital ne signifie pas le bien-être mais l'insécurité et la concurrence généralisées. Derrière les statistiques prestigieuses, qui, depuis des années, n'enregistrent que des progrès, se cache en réalité une situation potentiellement explosive : cette tension est actuellement contenue par le ressort de l'expansion économique, mais elle éclatera en pulvérisant l' « ordre » de la société allemande dès que cette course folle donnera des signes d'essouflement.

Il est parfois possible, cependant, de jeter un coup d'œil derrière la façade scintillante du « made in western Germany » et d'apercevoir l'exploitation insupportable par laquelle les masses allemandes paient les succès du capitalisme allemand. Cette fois, c'est l'hebdomadaire social-démocrate "der Spiegel" (n° 5, 25 janvier 1971) qui nous fournit quelques données illustrant l'exploitation généralisée à laquelle est soumise la femme dans la libre et progressiste République de Bonn.

Dans la République fédérale allemande, il y a 18 millions de femmes entre 15 et 60 ans. 50 % d'entre elles travaillent (officiellement), dont 94 % de salariées : 212.000 fonctionnaires, 3.600.000 employées (vendeuses, sténo-dactylos, coiffeuses, etc.), 3.400.000 ouvrières. La revue nous apprend qu'un emploi sur trois est occupé par une femme, mais que ses conditions sont généralement bien inférieures à celles des hommes.

Le mythe de l'émancipation féminine garantie par le capitalisme progressiste consiste à identifier la femme « évoluée » à l'image hédoniste et sophistiquée d'un animal de luxe, d'un bien de consommation. Bien loin d'émanciper la femme, le capitalisme en fait un objet, une image publicitaire, conçue selon un modèle, un symbole commercial de succès auquel elle « doit » se conformer, et qui correspond évidemment aux exigences de la classe dominante qui l'impose.

Ainsi le "Spiegel" nous apprend-il que des milliers de jeunes Allemandes ne rêvent que de travailler dans des boutiques élégantes ou de devenir secrétaires d'importants directeurs, c'est-à-dire d'entrer par la porte de service dans ce monde qu'un slogan à succès définit comme « le monde vaste et raffiné de la Peter Stuyvesant », la cigarette des P.D.G. L'autre face, la vraie, de cette mystification, c'est la femme ravalée au rang d'objet sexuel, c'est la prostitution générale, ce sont les lugubres sex-shops où toute une série d'individus hallucinés traînent leur solitude et leur solitude et leur désespoir. Ce monde aliéné et illusoire cache la double exploitation dont la femme est aujourd'hui la victime, et qui est d'autant plus grave qu'elle est mystifiée. 94 % des femmes allemandes mariées qui travaillent sont obligées de le faire parce que les gains de leur mari ne suffisent pas à faire vivre le ménage. Le tiers des femmes mariées (dont 50 % de mère de famille) travaille. Comme dit le docteur Helga Pross, ce sont les « nécessités sociales » qui les poussent à travailler.

M. Max Diamant de la Présidence du syndicat des métallurgistes de Francfort, affirme que « dans les entreprises, dans la société en général les femmes et les ouvriers étrangers ont une position inférieure dans l'échelle des salaires. Les ouvriers et ouvrières étrangers, en particulier, sont employés comme auxiliaires ou comme manœuvres et se trouvent donc naturellement dans les catégories salariales les plus basses. »

Nous sommes loin de l'image de la femme allemande donnée par la classe dominante ! Derrière la façade bariolée des guides touristiques, nous apercevons ceux qui suent pour le développement économique, des millions de femmes condamnées à des salaires de misère, à des cadences infernales, à un esclavage domestique sans perspectives. D'après des statistiques officielles, 50 % des ouvrières allemandes gagnent des salaires mensuels compris entre 300 et 600 DM (entre 450 et 900 F) et aucune ne gagne plus de 1.200 DM (1.800 F). Par contre 46,7 % des ouvriers touchent de 600 à 800 DM par mois (de 900 à 1.200 F). 10 % des ouvrières seulement peuvent compter sur des salaires semblables. A travail égal, le salaire d'une ouvrière est inférieur d'un tiers en moyenne à celui d'un ouvrier. Pourtant, selon le D.G.B. (syndicats allemands) 36 % des femmes qui travaillent constituent la principale source de revenu dans leur famille.

Ainsi les femmes subissent-elles un double handicap sur le marché du travail : d'une part parce que leur travail est moins rétribué que celui des hommes, et d'autre part parce qu'elles sont reléguées dans les catégories inférieures (une ouvrière sur 10 seulement est spécialisée). C'est à elles aussi que sont imposés les travaux les plus exténuants. En général on confie aux femmes les tâches « typiquement féminines », c'est-à-dire les travaux les plus obscurs et les plus monotones. 70 % d'entre elles sont condamnées au travail aux pièces. Et après les heures de travail, abruties par les cadences, il leur reste le dur travail domestique et familial qu'elles doivent assumer entièrement.

Ces cadences obsédantes et abrutissantes, ce sont celles qu'imposent la loi de fer du capital. Voilà l' « émancipation » que ce pays, un des plus évolués du monde, impose à ses ouvrières. La puissance anonyme du capital leur prend leur vie, leur force de travail pour en tirer de la plus-value. Le cri des ouvrières de la Blaupunkt (et cela aucune radio Blaupunkt ne l'a jamais diffusé) c'est : « AKKORD IST MORD ! le travail aux pièces est un assassinat ». Quant à celles qui ne résistent plus, qui ne peuvent plus

(*Suite page 4*)

Pour faire le point sur la "question chinoise"

LA DEMOCRATIE NOUVELLE

(*Le lecteur trouvera le début de cette étude dans les numéros* 82, 84, 86, 89, 91, 93, 97, 98, et 101 *du " prolétaire ".*)

En 1949, à la suite d'une campagne militaire qui a vu les armées du Kuomintang fondre comme neige au soleil malgré l'aide américaine, le P. C. C. prend le pouvoir et unifie la Chine. Mais quel pouvoir instaure-t-il ? A quelle classe appartient le pouvoir ? La formule utilisée par le P. C. C. est celle de « démocratie nouvelle » ; le pouvoir, selon les communistes chinois, est fondé sur un bloc de « quatre classes » dont les intérêts sont et doivent être solidaires ; il ne s'agit ni de la dictature de la bourgeoisie, ni de la dictature du prolétariat, mais d'une « démocratie nouvelle » fondée sur le «peuple » à l'exception des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore. Les quatre classes, prolétariat, paysans, petite-bourgeoisie et bourgeoisie nationale, gèrent ensemble le pouvoir politique ; les contradicions et les conflits que se présentent entre ces quatre clases sont, dans la définition de Mao, des « contradictions au sein du peuple », des conflits secondaires sur la base d'intérêts communs représentés par la nécessité de construire le grand Etat chinois.

Voici en quels termes Mao s'exprime sur le gouvernement de la « démocratie nouvelle » : « Certains se demandent si, » une fois au pouvoir, le Parti » communiste ne va pas, à » l'instar de la Russie, instaurer » la dictature du prolétariat et » un régime de parti unique. » Nous leur répliquerons qu'entre l'Etat de démocratie nouvelle fondé sur l'alliance de » plusieurs classes démocratiques, et l'Etat socialiste, fondé, sur la dictature du prolétariat, il y a une différence » de principe. Il est hors de » doute que notre régime » de démocratie nouvelle sera » établi sous la direction du » prolétariat et du Parti communiste, mais, durant toute » la période de la démocratie » nouvelle, il ne peut pas et » partant il ne doit pas y avoir » en Chine de dictature d'une » seule classe ni de gouvernement d'un seul parti. » (" Du gouvernement de coalition ", œuvres choisies, éd. de Pékin 1968, tome III, p. 248).

Pas de dictature d'une seule classe ? Mais alors c'est toute la conception marxiste de l'Etat qui s'écroule. Depuis le " Manifeste du Parti communiste " de 1848 les marxistes ont soutenu que l'Etat est justement « l'organe de la domination d'une classe donnée » et que l'Etat ne cessera d'exister que lorsqu'il n'existera plus de classes sociales. Dans toutes les révolutions bourgeoises classiques en Europe on avait eu la domination de la bourgeoisie, même si ç'avait été sous une forme démocratique ; dans la révolution russe le prolétariat avait établi sa dictature. La bourgeoisie classique avait certes gouverné souvent avec l'appui de la petite-bourgeoisie et des paysans, mais toujours de toute façon *selon son propre intérêt* de classe ; pour la Russie, Lénine avait prévu en 1905 la possibilité d'une dictature « démocratique » des ouvriers et des paysans, mais cela signifiait clairement que le prolétariat avec *l'appui* des paysans pauvres aurait établi sa domination *sur* la bourgeoisie. Quant à la Chine et aux pays arriérés, les thèses de 1920 prévoyaient que le prolétariat aurait pris le pouvoir *contre* les propriétaires fonciers en s'appuyant sur les masses des paysans sans terre en liaison étroite avec la dictature prolétarienne des pays avancés. *Mais un Etat où le prolétariat, les paysans pauvres et la petite-bourgeoisie dominent avec la bourgeoisie, le marxisme et l'histoire des luttes de classes n'en ont jamais connu, et n'en connaîtront jamais.* En réalité un tel Etat n'est qu'une mystification petite-bourgeoise du genre de « l'Etat de tout le peuple », dont Engels se moquait, et il cache purement et simplement la domination de la bourgeoisie. L'Etat de la démocratie nouvelle est un Etat bourgeois où les tâches de développement du mode de production capitaliste sont remplies non par la bourgeoisie en tant que classe sociale, mais par l'Etat qui représente les intérêts « nationaux », c'est-à-dire les intérêts du développement capitaliste : c'est l'Etat en tant que capitaliste général qui représente en Chine les intérêts du capitalisme mondial face à une classe bourgeoise faiblement développée ; et cet Etat capitaliste se fait passer pour l'Etat de *toutes* les classes du peuple.

Ni dictature d'une classe sur les autres classes de la société, ni opposition irréductible entre prolétariat et bourgeoisie, mais alliance entre les classes au nom de l'intérêt suprême de la « nation » : la bourgeoisie des pays impérialistes a-t-elle jamais rêvé d'autre chose ? Marchais ou Rothschild ont-ils jamais pensé à une autre solution pour sauver au mieux le système capitaliste, que ce que Mao préconisait en 1945 ? : « Il va de soi qu'il y aura toujours entre ces classes des » contradictions, dont l'une des » plus manifeste sera, par » exemple, la contradiction entre le Traval et le Capital. » Il s'ensuit que chacune de ces » classes aura des revendications qui lui seront propres. » Ce serait une hypocrisie, une » erreur de vouloir ignorer ces » contradictions, ces revendications. Mais, durant toute » l'étape de la démocratie nouvelle, elles ne sortiront pas du » cadre des revendications communes à toutes ces classes, et » l'on ne devra d'ailleurs pas » permettre qu'elles en sortent.» (op. cit., p. 242) - La tâche spécifique d'un Etat bourgeois n'a jamais été définie aussi clairement : on ne doit pas permettre que les revendications particulières d'une classe sortent du cadre des revendications générales. L'Etat bourgeois existe justement pour empêcher que les revendications spécifiques de la classe prolétarienne ne sortent du cadre général des rapports de production bourgeois.

Le « programme concret » de Mao est tout aussi limpide que la préoccupation générale qui l'inspire : « Sous le régime » de démocratie nouvelle, on » appliquera la politique destinée à rajuster les intérêts du » Travail et du Capital. D'une » part, les intérêts des ouvriers » seront protégés : on adoptera » la journée de travail de 8 à 10 » heures selon les circonstances, » on accordera aux chômeurs » des secours appropriés, on introduira dans la mesure qui » convient les assurances sociales et on préservera les droits » syndicaux. D'autre part, on » garantira aux entreprises » d'Etat, aux entreprises privées » et coopératives les profits légitimes d'une gestion rationnelle. Ainsi, le secteur public » et le secteur privé, le Travail » et le Capital contribueront de » concert au développement de » la production industrielle. » (op. cit ; p. 269)

Quelle classe a donc vaincu en Chine ? Nous répondrons avec les paroles de Mao lui-même : « Les *trois principes du* » *peuple* révolutionnaire du Dr » Sun Yat-sen, rejetés par les » réactionnaires du Kuomintang, furent maintenus par le » peuple, le Parti communiste et » d'autres démocrates », et encore : « L'économie de démocratie nouvelle que nous préconisons répond, elle aussi, » aux principes du Dr Sun Yat-sen. Dans la question agraire » ce dernier avança le principe : "La terre à ceux qui la » travaillent". A propos de l'industrie et du commerce, il » déclare dans le Manifeste du » 1er Congrès national du Kuomintang : "Toute entreprise, » appartenant aux Chinois ou » aux étrangers, qui a un caractère monopoliste ou dépasse, par son envergure, les » possibilités d'un particulier, » comme la banque, les chemins » de fer et les transports aériens, doit être administrée » par l'Etat, afin que le capital » privé ne puisse dominer la vie » économique du peuple. Tel est » le sens fondamental du contrôle du capital". A l'étape » actuelle, nous sommes entièrement d'accord avec ces vues » du Dr Sun Yat-sen sur les » questions économiques.

« Certains soupçonnent les » communistes chinois d'être » opposés au développement de » l'initiative individuelle, au développement du capital privé, » à la protection de la propriété » privée. Mais ils se trompent. » Ce sont l'oppression étrangère » et l'oppression féodale qui entravent impitoyablement l'initiative individuelle des Chinois ainsi que le développement du capital privé, et qui » causent la ruine des classes » populaires. Or la tâche du régime de démocratie nouvelle » que nous préconisons est justement de briser ces entraves » et d'empêcher cette ruine, » d'offrir à la masse des Chinois la possibilité de développer librement leur initiative » individuelle dans le cadre de » la vie sociale, d'assurer le libre développement de cette » économie privée capitaliste » qui doit, non pas "dominer la » vie économique du peuple", » mais lui être profitable, et » enfin de garantir toute propriété privée légitimement acquise. » (op. cit., p. 244).

LE PROBLEME DU POUVOIR D'ETAT EN CHINE

Avant de poursuivre notre description des événements qui se sont déroulés en Chine après 1949, pour aboutir à une interprétation correcte de la révolution chinoise, il nous faut d'abord faire justice d'une tragique équivoque fondée sur une ignoble mystification. Puisque les « communistes » chinois affirment qu'il existe en Chine un pouvoir politique prolétarien, le premier imbécile venu, ou l'opportuniste conscient, peuvent nous rétorquer : tout ce que vous dites est bien joli, mais puisque le prolétariat est au pouvoir il faut s'incliner devant la réalité concrète (cheval de bataille de l'opportunisme de toujours) et reconnaître que le pouvoir prolétarien en Chine a dû agir dans des conditions « originales » qui l'empêchaient de suivre les directives du marxisme valables pour l'Europe du siècle dernier ; votre analyse, quoique bien documentée, se révèle donc « doctrinaire et abstraite ».

A l'imbécile comme à l'opportuniste conscient nous répondrons que toute notre analyse tend justement à démontrer que ce n'est pas le prolétariat qui est au pouvoir en Chine, mais la bourgeoisie, qui est personnifiée, non pas tant par ses quelques représentants physiques, que par l'*Etat national chinois*, qui incarne les intérêts du développement du mode de production capitaliste (indépendance et unification du pays, accumulation du capital, défense de la Chine comme Etat national à côté d'autres Etats nationaux, répression de tout mouvement prolétarien autonome, etc.), intérêts qui inspirent depuis toujours la politique du parti de Mao.

(à suivre)

L'Humanité-Dimanche ne casse rien

Le premier numéro « nouvelle formule » de l' " Humanité Dimanche " reprend les vieilles formules de calomnie chères à l' " Humanité " quotidienne (voir l'article de Guérin sur les gauchistes). Ici, les arguments sont les mêmes, sauf qu'ils sont mis dans la bouche de jeunes interrogés ... au hasard puisque toutes les interviews se terminent par : « j'ai adhéré au P.C.F., à l'U.E.C., à la J.C., ou à la C.G.T.... »

Ces « jeunes » n'ont que le mot provocation à la bouche : « (En mai 68) je sentais le traquenard ; tous ces types louches qui mettaient le feu à n'importe quoi pour rien... » Les maoïstes sont présentés comme des fils de P.D.G. : « Il y avait avec nous un type du lycée, un "mao", il paraît. Une "grande gueule " en tout cas. Il était excité et il se met à insulter des "portos" (sic) qui buvaient un pot. J'ai appris plus tard qu'ils travaillaient chez son père qui est le patron d'une entreprise de bâtiment. Je ne sais pas trop comment on décida de les dérouiller à la sortie (...) Ça été moche, les flics sont intervenus. Un sale souvenir ». Le même ajoute avec fierté : « Maintenant ça va mieux, je suis délégué dans mon atelier... Ils veulent me faire faire une école de la C. G. T. » Après son école on peut parier que ce jeune-là aura appris à dérouiller les maos à la place des portos et qu'il aura enfin la conscience en paix. .....

Il faut laisser ce tas d'immondices et aller à la conclusion de l'article où l'on relève cette phrase significative de l'état d'esprit de nos communites : « Et ce n'est pas un hasard s'il (le gauchisme) recrute surtout chez ceux dont le milieu d'origine est particulièrement " déboussolé ", perturbé par les grandes mutations économiques et sociologiques de notre temps ». En effet, la famille vole en éclats avec l'aggravation des conditions de vie et de travail des parents et l'absence de perspectives des enfants. En effet, le chômage des jeunes les fait envisager de faxon critique l'intégration à la vie sociale par le travail et la famille. En effet, les petits bourgeois, commerçants et paysans achèvent de crever et n'attendent pas de le faire sans cris. En effet, le système universitaire est en crise. Le P. C. F. met en accusation ces fauteurs de trouble auxquels il ne peut pas proposer ce dont se contente la majorité des ouvriers : les victoires de 10 centimes de l'heure. Mais si le P. C. F. met tant en garde les ouvriers contre les gauchistes c'est que le gauchisme n'est plus une doctrine propagée au nom de Mao, Trotski ou autre, mais un état d'esprit directement issu des conditions de travail et de vie des jeunes ouvriers révoltés contre l'exploitation accrue et contre l'encadrement actuel du mouvement ouvrier.

Citons un dernier exemple du même article : « Au puits 6 de Bruay, les gauchistes diffusent des tracts appelant à " casser du porion " (contremaître). Ça n'arrive jamais... On va chercher le délégué. Le syndicat est efficace ». Deux conclusions : le syndicat se pose en défenseur des contremaîtres. L'affirmation « Le syndicat est efficace » ressemble plus à de l'autosuggestion qu'à une réalité. Si les mineurs n'avaient pas de temps à autre rudoyé un contremaître particulièrement odieux, le P. C. F. ne mentionnerait pas la présence de gauchistes sur le puits. Il faut montrer à tout prix que la violence ne peut prévenir d'ouvriers responsables et aimant leur métier, leur pays et leur parti, mais qu'elle est introduite de l'extérieur par des « éléments troubles ».

Les conclusions d'un parti révolutionnaire sont tout autres : les révoltés d'aujourd'hui sont les futurs acteurs de la révolution, qui détruira l'ordre, la famille et les nations bourgeoises.

UNE LUTTE IGNOREE DANS LE BAGNE COLONIAL DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

(*Suite de la 1re page*)

tits planteurs et de colons non propriétaires de la terre qui appartient aux usines, qui leur versent 15 à 25 % de la récolte. Ils sont environ 22.000 et livrent moins de 150 tonnes de canne chacun par an, produisant ainsi 46 % de la récolte ; 270 planteurs moyens livrent entre 150 et 1.000 tonnes chacun, produisant 5 % de la récolte ; 20 gros planteurs avec plus de 1.000 tonnes et 9 usines, produisent 49 % de la récolte. Le nombre des ouvriers agricoles, employés de 4 à 6 mois par an pour la coupe, est d'environ 8.000.

Les petits planteurs et métayers étant rejetés par les usiniers sur les terres les moins productives, l'Etat, au travers des usiniers, a imposé en 1965 le paiement à la teneur en saccharine de la canne, dévalorisant ainsi le travail effectué chez les petits planteurs et métayers. De plus, l'inégalité technique produite par l'introduction de la mécanisation sur les terres des usines, accentue la différence de rendement, dont le poids repose sur l'augmentation des cadences et les salaires de misère versés aux ouvriers agricoles pour maintenir la concurrence avec la production des usines. Les usiniers tirent prétexte de la faible productivité d'une partie de ce secteur de production agricole pour réduire autant que possible le salaire de l'ouvrier agricole. Son salaire étant lié à la productivité, un coupeur doit couper 417 paquets de canne ou 5 rangs de canne sur 80 mètres pour avoir droit au salaire de 21,15 F, l'attacheuse devant lier 417 paquets, etc.

Devant cette exploitation sauvage du colonialisme français, quelles sont les revendications mises en avant par l'U.T.A. ? Que soit payé « un juste prix pour notre force de travail et pour notre produit » (sic). Passons sur la demande d'un « juste prix » et voyons par quoi cela se traduit concrètement ; une augmentation du salaire de moins de 20 %, un salaire de 27 F. Que cela signifie-t-il ? Sachant que l'ouvrier agricole travaille cinq mois dans l'année sur la base de 24 jours ouvrables par mois, cela fait en moyenne, sur l'année, 270 F de salaire mensuel et pour apprécier justement à quoi correspond ce salaire, il faut savoir que le prix des produits d'usage courant est en moyenne de 40 % supérieur en Guadeloupe à ceux pratiqués en France ; cela correspond donc en fait à un salaire mensuel de 162 F pour un travailleur ; et comme nous l'avons vu, ce misérable salaire doit faire vivre les 2/3 de la population qui n'a pas d'emploi.

Avec le recul des cultures vivrières au profit de la monoculture, le colonialisme français apparaît comme l'affameur qu'il est. Voilà le « juste prix » réclamé par l'U.T.A. ! D'autre part l'U.T.A., après s'être attaqué au paiement de la canne à sa richesse en saccharine pour le paiement à la tonne au taux de 80 F, réclame que le coupeur soit payé à la pile, l'attacheuse aux paquets, le charretier aux voyages, etc., liant ainsi le salaire de ces travailleurs au rendement et aux cadences.

Courant février 71, les travailleurs du bâtiment se sont joints à la grève, soutenant l'action des ouvriers agricoles et réclamant pour leur part 48 % d'augmentation (8 % pour le rattrapage et 40 % de « vive chère ») ; engageant le combat contre l'impérialisme français par une revendication radicale d'amélioration de leurs conditions immédiates de vie. Aujourd'hui, après deux mois et demi de grève engagée par les travailleurs qui, pourtant, dans le contexte de misère qui leur est imposé, sont « favorisés » puisqu'ils ont du travail, ils tiennent ferme, faisant pression dans la rue par l'action directe contre la répression, comme à Basse Terre où ils obtinrent que les trois syndicalistes soient relaxés.

Ils annoncent pour demain une force grandissante, qui s'organise face à la crise montante mettant toujours plus à nu la nature des forces politiques en action.

Sur le cadavre puant du colonialisme français, se différenciera, avec toujours plus de lumière, du magma démocratique la force la plus incisive contre toute espèce d'exploitation : le prolétariat industriel et agricole qui rejoindra ses frères de classe dans tous les pays, pour la révolution communiste mondiale, seule voie d'émancipation du travail salarié.

L'unité nationale de la contre-révolution

(*Suite de la première page*)

sivement musulmane, il a été dès l'origine constitué de deux ailes séparées l'une de l'autre par plus de deux mille kilomètres du fait de l'existence de l'Union indienne.

En raison du passage sous contrôle indien des sources du fleuve Indus, la branche occidentale du Pakistan s'est vue d'emblée privée d'eau, condition essentielle de toute vie, particulièrement sous ces latitudes désertiques. La partie orientale, le Bengale, a été divisée arbitrairement de telle façon que les champs de jute se sont trouvés au Pakistan, tandis que les usines de traitement de cette fibre étaient aux Indes (Calcutta et sa région, à la fois zone industrielle et port d'exportation du produit brut ou élaboré).

Le jute est pour le Pakistan sa seule richesse monnayable sur le marché mondial. Sa culture et sa transformation se trouvent concentrées au Pakistan oriental. Les dirigeants du pays, établis dans l'aile occidentale, comme la grande bourgeoisie, sont parvenus à réduire graduellement depuis l'indépendance l'aile orientale à l'état colonial. Ils ont simplement transféré la valeur réalisée du Pakistan oriental au Pakistan occidental, en même temps qu'ils couvraient les besoins du marché intérieur en produits industriels fabriqués à l'ouest. Pour maintenir par la force le Pakistan oriental dans cet état de dépendance, ils développèrent un appareil policier et militaire considérable. (La part du budget militaire de l'Etat pakistanais est estimée en moyenne à 35 % des ressources globales nationales). Parallèlement à ce type d'opérations, les crédits chichement accordés à la partie orientale se sont limités à la construction d'usines de traitement du jute et à celle de ses ports d'évacuation.

Le Pakistan oriental : imaginons une sorte de Hollande gigantesque à laquelle manquerait son système de digues — le niveau de la mer est au ras de celui de la terre — la majeure partie des terres est stérilisée par l'eau salée, soit à cause de la côte trop basse, soit par les innombrables bras du Gange, et le moindre tourbillon de vent est un cataclysme. Le dernier cyclone a provoqué la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Or, de l'aveu même des experts, le coût d'un projet de protection minimum que constituerait un réseau de digues, serait inférieur aux intérêts payés par l'Etat Pakistanais sur les emprunts qu'il a effectués. Mais des déclarations faites par Yagia Khan après le dernier cyclone, il ressort bien clairement que l'élimination de la mort et de la famine ne constitue pas pour lui un objectif politique prioritaire.

Par contre, depuis la fin de la dernière guerre, les Etats-Unis ont tenté de faire du Pakistan un allié militaire, et pour qu'il soit pourvu d'un minimum de solidité intérieure, ils y ont injecté des dizaines de billions de dollars.

Du fait de sa situation stratégique, au cœur d'un dispositif névralgique, le Pakistan a été promu au rôle de gendarme dans cette vaste région. Adhérent actif du pacte militaire CENTO et SEATO, il devait constituer la clé de voûte du dispositif militaire américain chargé de monter la garde non seulement face au bloc sino-soviétique de l'époque, mais aussi face à une Inde neutraliste dont l'avenir social pouvait réserver des surprises.

Mais sous la poussée des contradictions économiques d'une dynamique des rapports de force interimpérialistes changeant constamment, et surtout de la création à l'intérieur du pays d'une classe énorme de sans-réserves, la situation a empiré à la fin de la dernière décennie.

A la suite d'un mouvement de désobéissance civile, de grèves puis d'emeutes, Ayub Khan se retire en mars 1969 et dès lors pour la partie orientale, c'est le programme réformiste du Sheik Mujib Rahman qui finalement vaincra démocratiquement, conquérant la majorité absolue. En fait, les réformes constitutionnelles qu'il réclame ne recouvrent que la toute simple revendication bourgeoise de partage égalitaire du résultat de l'exploitation forcenée des masses bengali avec ses compères de Karachi.

C'est pourquoi la dernière crise s'est ouverte par une déclaration optimiste de ce leader, qualifiant de positifs ses marchandages avec le président Yaya Khan et Bhutto. En réalité, au moment de la rupture, les ouvriers des bagnes à jute, des docks portuaires, et les paysans faméliques, avaient depuis plusieurs jours déclenché une grève générale insurrectionnelle spontanée.

La justification du massacre indifférencié et innommable perpétré par les troupes régulières lancées de Karachi, est officiellement, selon notre Bhutto tout acquis aux théories chinoises populaires, la sauvegarde de l'intégrité nationale.

Ce n'est pas un hasard si c'est ce même critère — dont on a vu quelle réalité il recouvre — qui sert de plateforme théorique à la Chine populaire pour prêter main-forte à son protégé. En effet, après quelques jours de silence, les intérêts stratégiques et économiques (même si ces derniers ne sont encore que potentiels) de la Chine «rouge» lui ont imposé une prise de position en faveur de l'écrasement objectif du soulèvement révolutionnaire.

Déjà au temps du maréchal Ayub Khan, son collègue chinois Chen-Yi déclarait : « La démocratie de base (sic !) pakistanaise est très semblable à nos communes populaires. »

Ainsi, sacrifiant délibérément les groupes pro-chinois — dont l'idéologie d'ailleurs est divergente suivant qu'ils agissent au Pakistan ouest, au Bengale sous contrôle indien ou au Pakistan oriental — la Chine vient d'enlever son diplôme d'accession au rang de grande puissance impérialiste. Sa reconnaissance en tant que telle par les autres puissances impérialistes, elle la gagne comme nous l'avons prévu (voir " Programme Communiste ", n° 30, janvier 1965 : « L'Inde bourgeoise, poudrière de l'Asie ») sur la base de la nature de classe bourgeoise de l'Etat chinois dont les réactions sur le plan international ne pouvaient pas être différentes de celles des autres brigands impérialistes, c'est-à-dire foncièrement contre-révoutionnaires.

Les immédiatistes (trotskystes du type Tariq Ali) attendent maintenant de la prise de conscience politique du peuple bengali que la révolution internationale se propage dans toute l'Asie à partir de ce tremplin.

Pour nous la question se pose dans de tout autres termes, mis à part le caractère excentrique du Bengale par rapport aux capitales du monde impérialiste : les sans-réserves de Chittagong, Kushtia, Khulna, demain peut-être de Calcutta et de Bombay, peuvent-ils venger leurs frères de Shangaï étranglés en 1927 par la contre-révolution russe ?

A une condition : que la liaison s'opère vite avec le prolétariat des pays développés autour d'un programme et d'un parti révolutionnaires. Vite, car les centres impérialistes de Washington, Moscou et Pékin, par delà leur solidarité de classe aujourd'hui limitée au Bengale oriental, ne tarderont pas à tenter d'emprisonner les masses ouvrières du monde entier sous les drapeaux nationaux du prochain massacre international.

Dans le port de Rotterdam il y a des marins qui tremblent

Certains ouvriers, même membres du P.C.F., ont sans doute été étonnés d'entendre, quotidiennement, les appels pressants de la radio en faveur du dernier grand magazine français : l' " Humanité Dimanche ", nouvelle formule. Il était cependant tout à fait normal que la bourgeoisie française et son office de propagande fassent la publicité la plus large autour du dernier né des torchons patriotiques.

Les bourgeois promoteurs en quête d'idées « audacieuses », les petits et grands capitalistes nationaux auraient tout intérêt à s'abonner à ce journal dans lequel ils trouveront chaque semaine les conseils les plus « réalistes » pour faire fructifier leurs capitaux, et cela pour le plus grand bonheur de l'économie française et de ses adorateurs du P.C.F.. C'est à se demander pourquoi les capitalistes français n'ont pas donné toutes les municipalités aux fonctionnaires de ce parti français dit « communiste » !

La bourgeoisie, par exemple, ne peut que féliciter et encourager les staliniens du conseil municipal du Havre pour leur lutte courageuse contre les ports concurrents de Rotterdam et d'Anvers : « Le Havrve est le troisième port de l'Europe. Rotterdam et Anvers qui sont devant lui, tremblent. » (" Huma-Dimanche ", N° 1). Quelle sorte de reproche peut-elle en effet adresser à un parti si soucieux de la France capitaliste, qui participe avec autant d'enthousiasme à l'effort national de conquête des marchés, qui essaie par tous les moyens (c'est-à-dire par l'exploitation forcenée du prolétariat du Havre) de relancer l'économie pour faire flotter bien haut, sur toutes les places financières et commerciales du monde, le drapeau tricolore de l'impérialisme français !

Tremblez, marins étrangers de Rotterdam et d'Anvers, les meilleurs gérants du Capital français vont vous mettre à genoux ! Tremblez, ouvriers et dockers de Hambourg, l'heure de la revanche a sonné ! Grâce aux gigantesques réalisations portuaires de la mairie P.C.F. du Havre vous serez très bientôt sur la paille !

Que ne ferait-il pas ce P.C.F. national pour la concurrence ! « Retroussez les manches », hurlait Thorez aux prolétaires français meurtris par le carnage impérialiste de la deuxième guerre mondiale, « soutenons la bourgeoisie française contre les étrangers » crient ses dignes successeurs quand ils font construire « l'écluse la plus grande du monde » par... « une poignée d'hommes, 250 au moins, 350 au plus ».

Vive les cadences, la production et la nation et que crèvent les prolétaires, voilà le seul mot d'ordre du P.C.F. !

Et c'est aussi ce mot d'ordre que l'on retrouve dans ce même magazine, quand les staliniens exhortent les bourgeois français à la construction du Concorde, pour la conquête du marché mondial de l'aviation supersonique : « ...Il est plus raisonnable de considérer » les estimations de rentabilité : la vente prévue de 250 "Concor-» de" d'ici à 1980 rapporterait, en devises, l'équivalent de 25 mil-» liards de francs... Quel avantage y aurait-il donc à stopper Con-» corde au moment où, arrivant au stade de la construction en série, » il devient vendable et doit rapporter de l'argent ? ...L'unique résul-» tat en serait de sacrifier les sommes investies... c'est illogique, » aberrant... Tant que le S.S.T. (américain) ne sera pas construit, ... » pourquoi ne pas en profiter pour prendre de l'avance dans un » secteur de l'aéronautique que les soviétiques ont su ne pas négli-» ger. »

N'est-ce pas là le langage habituel de bourgeois soucieux de leurs intérêts ?

Çà des communistes ? Pouah ! Tout juste des membres de cette maudite race de marchands, de profiteurs et d'exploiteurs qui emprisonnent les prolétaires dans les chaînes de la production capitaliste, tout simplement des bourgeois qui ne survivent que par la division du prolétariat international et son absence en tant que classe révolutionnaire organisée sur la scène politique.

Le salut des prolétaires de tous les pays et la victoire de la Révolution Communiste mondiale passent par la destruction des partis stalinisés, laquais de l'économie capitaliste.

La femme dans le paradis capitaliste

(*Suite de la page 2*)

suivre le rythme de la chaine, elles sont bien vite versées dans un travail inférieur, pénible et naturellement moins payé.

La condition d'infériorité à laquelle la femme est condamnée dans l'usine est la continuation directe de sa condition d'infériorité dans la société, et elle la transmet à son tour à ses enfants qui, dans les familles ouvrières, ont eux aussi une condition incertaine et précaire. Selon le Dr. Herbert Heiss, spécialiste de médecine du travail, en Allemagne fédérale « 2 millions d'enfants environ sont gravement handicapés à cause du travail de leur mère, et un enfant sur quatre ne peut bénéficier de soins réguliers de sa mère ».

D'où selon le Dr. Pross, un état d'épuisement physique et psychique des mères elles-mêmes, qui doivent se partager entre le travail et la famille. A la fatigue s'ajoute un sentiment de culpabilité, qui, allié aux cadences obsédantes, finit par se concrétiser, selon le Dr Maria Helmrich, en une véritable déchéance physique et dans l'apparition de maladies typiques telles que troubles cardiaques, douleurs articulaires, troubles menstruels, maux de tête, disfonctionnements intestinaux, maladies nerveuses. Quant aux chances que les ouvrières ont de sortir d'une telle situation, elles ne sont guère étendues : les filles d'ouvriers inscrites dans les écoles scientifiques supérieures représentent 0,5 % des étudiants (4,2 % pour les fils d'ouvriers), et, sur 500 professions, les femmes sont pratiquement concentrées sur 500 métiers « typiquement féminins » qui sont ceux dont les hommes ne veulent pas.

Dans l'Allemagne d'autrefois un dicton courant condamnait les femmes à la « Kinder, Küche und Kinder », cuisine-enfants-église. Il y a bien un petit air de ces temps de l'empereur Guillaume qui subsiste derrière l'étincelante façade de verre et d'acier de la République Fédérale social-démocrate d'aujourd'hui.

*
**

Le problème de l'émancipation de la femme, c'est celui de l'émancipation de toute la société. Le capitalisme insère la femme dans le travail productif pour ses propres besoins d'accumulation. Non seulement il n'arrache pas les femmes à leur situation d'exploitées et d'opprimées, mais il aggrave même cette situation. Mais, en même temps il brise le cercle de la solitude féminine et il pose les bases matérielles de la solution de l'émancipation féminine. Il n'existe pas de classe « féminine » ni de « question féminine » en général, qui serait la même pour les bourgeois et les prolétaires. Celles-ci n'ont pas à se battre en tant que femmes mais entant que militantes révolutionnaires luttant pour l'émancipation de la société.

Le mouvement réel de la société capitaliste fait naître des besoins et des exigences qui ne peuvent pas être résolus dans le cadre de la société capitaliste elle-même. De là les contradictions déchirantes et l'instabilité dont la femme est aujourd'hui la victime. De là aussi cette crise de la famille dont tout le monde parle et à laquelle tout le monde s'efforce de remédier, mais qui n'est qu'un aspect de la crise générale du capitalisme pourri et dégénéré. Les uns veulent défendre la famille, les autres la réformer : de toute façon il s'agit toujours de confirmer l'institution sacrée et éternelle de la famille bourgeoise monogamique. De Brejnev à Paul VI, réformateurs ou défenseurs oublient cette petite phrase d'Engels, transparente et péremptoire : « la famille moderne est fondée sur l'esclavage domestique de la femme. » Au contraire, « Dans l'ancienne économie domestique communiste, qui comprenait beaucoup de couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, confiée aux femmes, était une industrie publique de nécessité sociale, au même titre que la fourniture des vivres par les hommes » ("origine de la famille").

Notre civilisation « évoluée », elle, condamne la femme à porter « tout le poids du travail domestique, lequel, dans la plupart des cas, est le travail le moins productif, le plus fastidieux, le plus barbare. C'est un travail extrêmement mesquin qui ne peut pas même dans une petite mesure contribuer au développement de la femme » (c'est Lénine qui parle, dans son discours à la Conférence des ouvriers sans parti de la ville de Moscou, septembre 1919, cf Programme Communiste (n° 13, 1960). Cette civilisation bourgeoise, qui condamne la femme à l'isolement, à la solitude, qui en fait une perpétuelle mineure, une étrangère, nous montre toute l'infériorité de cette civilisation du bien-être par rapport au communisme primitif, barbare mais humain.

L'émancipation de la femme n'est possible qu'avec l'abolition de la famile bourgeoise. « L'émancipation de la femme, nous dit Engels, a pour condition préliminaire la réintégration du sexe féminin dans son ensemble dans l'industrie publique, et ceci requiert à son tour l'élimination de la famille monogamique en tant qu'unité économique de la société ». Tel est le but auquel nous tendons en luttant pour le communisme : libérer la moitié de l'humanité de l'esclavage domestique, la réinsérer dans le mouvement actif de la société pour le développement et le bien de l'espèce tout entière. Engels écrit encore : « Avec le passage des moyens de productions à la propriété commune la famille individuelle cesse d'être l'unité économique de la société. L'administration domestique privée se transforme en une industrie sociale. Le soin et l'éducation des enfants devient un fait d'intérêt public ; la société s'occupe également de tous les enfants légitimes et illégitimes ». Et Lénine : « Pour que la femme soit complètement libérée et réellement l'égale de l'homme, il faut que les travaux domestiques soient transformés en service public et que la femme participe au travail productif général » (Lénine, Ibid, p. 37).

Voilà comment les communistes voient l'émancipation de la femme : non comme une libération individuelle ne tendant qu'au plaisir, non plus comme une illusoire égalité juridique, mais comme la restitution de la femme à la communauté sociale, à la société sans classes, à l'espèce humaine.

Ce n'est que dans la société communiste, qui ne connaîtra plus d'antagonismes de classes ni d'anarchie de la production, que la femme pourra se développer harmonieusement, en parfaite unité avec le compagnon qu'elle aura librement choisi et auquel elle ne sera liée que par un amour libre et réciproque, et en parfaite unité avec l'espèce. C'est alors seulement qu'elle pourra retrouver le rôle et la dignité que lui accordait le « barbare » communisme primitif, en se libérant définitivement de l'abrutissement et de la dégradation auxquelles l'a condamnée la civilisation capitaliste.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le Vendredi 7 mai, à 20 h. 45
au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion,
(dans la cour à gauche), **métro Gobelins.**

CINQUANTENAIRE DES CONGRES DE TOURS ET DE LIVOURNE :

LA FONDATION DU P. C. F. ET LA FONDATION DU P. C. I.

(Décembre 1920 - Janvier 1921)